

**Allemagne - Union européenne -
Brexit - Syrie - Point de presse
conjoint de M. Jean-Yves Le Drian,
ministre de l'Europe et des affaires
étrangères, et de M. Sigmar
Gabriel, ministre des affaires
étrangères de la République
fédérale d'Allemagne - Propos de
M. Le Drian**
(Paris, 23 juin 2017)

Mesdames, Messieurs,

Je suis ravi d'accueillir aujourd'hui à Paris mon collègue allemand Sigmar Gabriel, que j'avais déjà eu le plaisir de rencontrer à Berlin le 22 mai dernier.

Cette rencontre nous a permis d'échanger sur beaucoup de sujets, de préparer d'importantes échéances, et en premier lieu le conseil des ministres franco-allemand, qui se tiendra à Paris le 13 juillet prochain.

Cet exercice régulier est un jalon important de la relation franco-allemande ; il nous permettra d'acter des projets concrets au service de nos citoyens, dans le champ de l'éducation, de la jeunesse, de l'économie ou encore de la défense.

Je retrouverai Sigmar à cette occasion, et nous participerons au conseil franco-allemand de défense et de sécurité, qui sera cette année co-présidé, en marge du CMFA, par le président et la chancelière.

Nous avons également évoqué les grands défis que nous devons relever ensemble. L'Allemagne joue à cet égard un rôle primordial en étant actuellement à la tête du G20.

J'ai salué le récent lancement du partenariat du G20 avec l'Afrique à Berlin, et je sais gré à l'Allemagne d'avoir durablement inscrit ce continent au coeur de l'agenda du G20.

J'ai également apporté tout mon soutien aux ambitions de l'Allemagne pour la réunion du G20 à Hambourg, sur le climat, le commerce ou encore le terrorisme. Nous sommes parfaitement en phase pour plaider pour une mondialisation régulée et inclusive, laissant toute sa place au cadre multilatéral.

Nous avons également évoqué l'ensemble des questions qui remuent la stabilité du monde actuellement, nous avons échangé sur les grandes crises en Syrie, en Libye et en Ukraine. Nos vues sont proches, notre solidarité très forte, comme d'habitude, et nous avons eu ensemble un échange fructueux, cordial, mais aussi très constructif et très prometteur pour l'avenir.

Q - (Sur le Brexit)

R - Sur la question du Brexit, le calendrier existe, la méthode a été adoptée, le séquençage est connu, les négociations ont commencé, il faut qu'elles se poursuivent en fonction du mandat qui a été confié par le Conseil très récemment, et qu'a initié, en son nom, Michel Barnier. Quant à l'appartenance du Royaume-Uni à l'ensemble européen, il n'y a pas de doute, le Brexit ne signifie pas la fin de la géographie. Je suis convaincu qu'en matière de sécurité et de défense, en particulier, nous aurons avec le Royaume-Uni un partenariat positif.

Q - (Sur la Syrie)

R - Il y a deux éléments majeurs en ce qui concerne la Syrie. Le premier c'est qu'il y a eu 350.000 morts, 8 millions de réfugiés ou de déplacés, et que cette évolution se poursuit dans la souffrance et dans les drames. Deuxièmement, des foyers de terrorisme se trouvent toujours en Syrie et menacent notre propre sécurité, c'est singulièrement le cas à Raqqa, et peut-être ailleurs demain.

Nous avons quatre principes qui ont été évoqués par le président de la République. Premièrement, combattre le terrorisme. Le président a dit : «Daech est notre ennemi, Assad est l'ennemi de son peuple», cette formule a déjà été évoquée antérieurement, y compris par moi-même lorsque j'étais ministre de la défense. Deuxièmement, éradiquer toute possibilité d'intervention d'armes chimiques. Le président a été particulièrement clair sur cette orientation. Troisièmement, faire en sorte que l'aide humanitaire arrive à tous dans les meilleures conditions, et donc, à cet égard, permettre le développement des zones de cessez-le-feu le mieux possible. Quatrièmement, aller vers une solution politique, car il n'y aura pas de solution militaire. Ce qu'a dit Emmanuel Macron, c'est que la France était prête à agir, avec d'autres, sans préalable, pour aboutir à une solution négociée. Nous sommes donc disponibles./.